



Pour découvrir
le monde et ses cultures

Perspectives géopolitiques de la Turquie à l'orée du XXI^e siècle

Aymeric Chauprade

Professeur de géopolitique au Collège Interarmées de Défense Directeur de la Revue française de géopolitique

Né au XIV^e siècle, l'état ottoman connut une expansion ininterrompue jusqu'au XVIII^e siècle qui vit le début de son déclin achevé avec sa mise en pièces après la première guerre mondiale. Nous avons demandé à Aymeric Chauprade, professeur de géopolitique au Collège Interarmées de Défense et directeur de la Revue française de géopolitique, d'évoquer les métamorphoses de la Turquie contemporaine et d'analyser ses orientations géopolitiques en ce début du XXI^e siècle.

Puissance et déclin de l'Empire ottoman

C'est de la victoire d'un clan turc que naît, dès le XIV^e siècle, au cœur de l'Asie Mineure, ce qui va devenir l'État ottoman, première construction politique durable réalisée par les nomades guerriers arrivés par vagues successives du centre du continent au cours des siècles précédents. Il accomplit dès lors une montée en puissance régulière qui le conduit, contre ses rivaux musulmans et contre un empire grec définitivement affaibli, à imposer sa loi à l'ancienne Anatolie avant d'entreprendre, au-delà des Détroits, la conquête des Balkans. Les victoires de la Maritza, de Kossovo et de Nicopolis s'enchaînent ensuite. Constantinople tombe et, au rythme des succès remportés, les sultans déplacent leur capitale de Brousse à Andrinople, puis vers la grande cité du Bosphore où ils succèdent au basileus byzantin. Ainsi lancée, l'expansion turque se poursuit au siècle suivant qui voit Sélim le Terrible s'emparer – après avoir vaincu les armées perses à Tchaldiran – de Damas, de Bagdad, de Jérusalem, du Caire et des Lieux saints d'Arabie avant que son successeur, Soliman le Législateur – que nous appelons le Magnifique – ne pousse ses conquêtes jusque sous les murs de Vienne. Après que les Barbaresques algérois aient reconnu l'autorité du nouveau maître de l'Orient, c'est un empire formidable, étendu sur trois continents qui, deux siècles durant, va faire trembler l'Europe chrétienne. Celle-ci parviendra pourtant – à Malte, à Lépante, au Saint-Gothard et sous les murs de Vienne – à conjurer à plusieurs reprises le danger. La puissance ottomane a cependant atteint ses limites et le XVIII^e siècle voit se confirmer le reflux entamé en 1683 après l'échec du siège de Vienne. Autrichiens et Russes repoussent ainsi les Turcs des régions danubiennes et des rivages de la mer Noire alors que l'empire est en train de devenir « l'homme malade » dont les puissances européennes vont bientôt convoiter les dépouilles. Confronté aux revendications nationalitaires des peuples orthodoxes des Balkans, des Arméniens ou des Arabes, l'empire, incapable de se réformer et de relever le défi de la modernisation, n'est bientôt plus que le jouet des grands États contemporains et seules leurs rivalités lui garantissent une survie des plus précaires. Le formidable traumatisme de la guerre de 1914-1918 a finalement raison de lui et c'est à une véritable mise en pièces que le promettent ses vainqueurs. C'est chose faite, avec la complicité du fantôme d'État ottoman qui demeure, lors de la signature, à l'été de 1920, du traité de Sèvres.

La Turquie de Mustapha Kemal, laïque, moderniste...

Privée de ses immenses territoires arabes, amputée d'une Grande Arménie occupant tout l'est du plateau anatolien, contrainte d'accepter la formation d'un Kurdistan autonome, d'abandonner à la

Grèce une partie de la côte ionienne, à la France une partie du sud-est de l'Asie Mineure, à l'Italie une zone d'influence dans l'arrière-pays du golfe d'Antalya, à l'Angleterre, enfin, le contrôle de fait des Détroits, la Turquie n'est plus que l'ombre d'elle-même mais c'est ce désastre qui va engendrer un sursaut d'ampleur comparable. Auréolé du prestige que lui vaut la réputation acquise au cours du conflit mondial, Mustapha Kemal prend la tête d'un mouvement de résistance qui entend rejeter les tutelles étrangères et balayer un État ottoman devenu impotent, rendu responsable de l'abaissement du pays. Trois ans d'une guerre féroce permettent au jeune nationalisme turc d'inverser le cours des événements. L'Asie Mineure est reconquise, le sultan est contraint à l'abdication et à l'exil et les puissances étrangères doivent renoncer au traité de Sèvres pour conclure, en 1923, celui de Lausanne qui rend à la Turquie son indépendance et sa dignité. Mustapha Kemal, qui a gagné alors son titre de « Père des Turcs », entend cependant en finir avec le poids de l'héritage islamique, qu'il considère comme la cause principale de la déchéance de son peuple. Le califat est aboli et, sous la poigne de fer du nouveau maître du pays, un code civil inspiré des modèles européens remplace la loi coranique, pendant que le calendrier grégorien se substitue au calendrier lunaire musulman. Les femmes turques, devenues électrices, sont contraintes de se dévoiler et les hommes de s'habiller et de se coiffer à l'occidentale. L'alphabet latin est adopté et la réalisation d'un vaste programme d'instruction publique est engagée, en même temps que le nouveau régime met en œuvre un plan de développement économique volontariste, inspiré des expériences soviétiques. Cette volonté de laïcisation et de modernisation, qui fera du kémalisme turc un modèle pour le nationalisme iranien ou arabe, va de pair avec une perception nouvelle de la vocation géopolitique de la Turquie.

... tournée vers l'Asie centrale...

Au moment où elle abandonne le modèle d'un empire dynastique musulman et multinational intégrant des communautés ethniques et religieuses diverses, réunies autour d'un pouvoir qui n'hésitait pas à faire appel – pour la formation et le fonctionnement de son appareil d'État – à des minorités balkaniques ou caucasiennes, elle se tourne vers le modèle de l'État national centralisé et jacobin tel qu'il s'est constitué progressivement dans l'Europe contemporaine, notamment en France. Oubliée au profit de l'idée dynastique ottomane, l'idée turque redevient la matrice de la nation nouvelle imaginée par Mustapha Kemal, une idée qui, au nom de la nécessaire unité, exclut les minorités massacrées (les Arméniens), expulsées (les Grecs) ou sauvagement réprimées (les Kurdes). Le rejet de l'islam et l'hostilité aux Arabes qui ont rallié les ennemis de l'empire à la faveur de la première guerre mondiale conduisent également les nouveaux dirigeants turcs à repenser ce que doit être l'espace naturel de la nation nouvelle née sur ses ruines. Leader des Jeunes Turcs, Enver Pacha imaginait déjà, à la faveur de l'effondrement attendu de l'Empire russe, de tourner vers l'Asie centrale turcophone, perçue comme le foyer d'origine des Turcs, les ambitions d'un État ottoman régénéré, débarrassé du boulet que constituait sa composante arabe, et c'est en luttant contre l'armée Rouge qu'il meurt en 1922 devant Boukhara. Après lui, Mustapha Kemal est trop réaliste pour entraîner la Turquie nouvelle dans de telles aventures, au moment où, dans l'ancien « Turkestan russe », la toute jeune Union soviétique s'inscrit dans la continuité de la politique tsariste. Il n'en songe pas moins cependant à tourner ses regards vers cet « empire des steppes » d'où avaient surgi, plusieurs siècles durant, les vagues conquérantes venues de l'est. Le « Père des Turcs » ira même jusqu'à prononcer sur ce point des paroles qui peuvent apparaître comme la proclamation d'un programme : « [...] Un jour le monde verra avec stupeur s'éveiller et se mettre en marche cet empire invisible qui gît, encore endormi, dans les flancs de l'Asie.. » Le rapport des forces qui prévaut tout au long des décennies suivantes éloigne pour longtemps de telles perspectives.

...mais atlantiste par prudence...

La toute jeune nation turque, née de la volonté prométhéenne de son fondateur, doit d'abord se construire et se consacrer à sa modernisation, en même temps qu'elle s'en tient à une prudente neutralité dans les drames qui affectent l'Europe et le monde durant les années terribles du second conflit mondial. La guerre froide, qui suit immédiatement celui-ci, voit les États-Unis se poser en protecteurs de l'Iran et de la Turquie contre les ambitions staliniennes et l'État kémaliste rallie tout naturellement l'Alliance atlantique pour continuer à jouer, au sud-est de l'Europe, le rôle de verrou qui était déjà le sien quand l'Angleterre, alors toute-puissante, la protégeait des convoitises des tsars. Une nouvelle donne s'impose au tournant des années 1990, quand survient le bouleversement géopolitique majeur que constitue la fin de l'URSS.

Le réveil de la Turquie

Confinée jusque-là dans son rôle de verrou régional intégré au système atlantiste, la Turquie voit ses horizons s'élargir en même temps que sa croissance démographique en fait un pays doté d'une population nombreuse et jeune aux portes d'une Europe engagée depuis les années 1970 dans un processus inquiétant de vieillissement. Placée à la charnière de trois mondes (l'Europe, le Proche-Orient arabe et iranien, le Caucase et l'Asie centrale ex-soviétiques), elle entend renouer des liens privilégiés avec les peuples frères du « Turkestan », retrouver dans les Balkans une influence perdue lors des guerres de libération nationale mais de nouveau présente à la faveur de la tragédie yougoslave, peser de tout son poids sur ses voisins du Proche-Orient arabe riche en pétrole et, enfin, rejoindre une Europe qui peut être la garante d'une accélération du développement économique. Partie prenante du monde musulman à travers sa présence au sein de l'Organisation de la Conférence islamique, le pays qui fut pendant quatre siècles le siège du califat sunnite n'a pas échappé au vaste mouvement de réveil religieux qui affecte depuis vingt-cinq ans l'ensemble des « nations du Prophète » ; il est paradoxal de constater que la Turquie kémaliste, modèle d'une laïcisation ouvertement hostile à la tradition islamique, a vu ces dernières années le parti islamiste de la Prospérité, puis celui de la Justice et du Développement additionner les victoires électorales. Les tentatives de l'armée, gardienne intransigeante de l'héritage kémaliste, n'ont pu enrayer ce mouvement de fond de la société turque d'aujourd'hui. De plus le caractère « modéré » prêté à l'islam turc – issu effectivement d'un sunnisme hanéfite qui n'a guère à voir avec le salafisme ou le wahhabisme – ne retire rien au fait que le kémalisme semble à beaucoup d'égards avoir vécu, au moment où le nouvel environnement géopolitique ranime d'évidentes nostalgies « ottomanes ».

Des relations tendues avec l'espace arabe

La Turquie se souvient de l'hégémonie de quatre siècles qu'elle a exercée sur le Proche-Orient arabe, avec lequel elle entretient des relations tendues, les Arabes n'ayant pas oublié de leur côté, que le processus avorté d'émancipation qu'ils ont engagé à la faveur de la première guerre mondiale s'est d'abord déterminé contre la persistance de la « nuit ottomane ». La question des eaux de l'Euphrate, l'irrédentisme relatif à la région d'Alexandrette – scandaleusement abandonnée en 1939 au gouvernement d'Ankara par la puissance mandataire française à l'occasion de ce que certains considèrent comme un « Munich oriental » – et l'alliance conclue avec Israël en 1996 ne peuvent qu'inspirer la méfiance au voisin syrien. Les relations avec l'Irak, quel que soit le régime établi dans ce pays, demeurent pour leur part déterminées par la renonciation à Mossoul que la puissance mandataire britannique imposa à la Turquie en 1925. La question du Kurdistan irakien et de son éventuelle autonomie constitue une autre pomme de discorde et l'on se souvient de l'unanimité irakienne immédiatement reconstituée pour rejeter, après l'invasion américaine du printemps 2003, toute intervention à Bagdad d'un contingent turc chargé de « missions humanitaires », au moment où un grand quotidien d'Ankara faisait son titre sur ce « retour », effectué plus de trois quarts de siècle après l'expulsion de la puissance turque de l'espace arabe. La

présence d'une minorité turque (les Turcomans) dans la région de Mossoul et les discussions relatives à son poids démographique (300 000 âmes pour les Irakiens, un million pour Ankara) en disent également long sur les arrière-pensées turques quant à l'avenir d'un Irak dont la viabilité et l'unité paraissent menacées à terme par l'intervention américaine. La maîtrise du cours supérieur du Tigre et, surtout, de celui de l'Euphrate représente par ailleurs pour la Turquie un atout non négligeable, qu'elle oppose à celui que représente le pétrole pour ses voisins arabes. Les grands projets d'aménagement hydraulique de l'Est anatolien prévoient de réduire de moitié le volume des eaux de l'Euphrate parvenant en Syrie et – les Syriens développant eux-mêmes des projets analogues – un sixième seulement de la ressource hydrique fournie à l'origine par le fleuve parviendra encore en Irak ; ce dernier mieux loti pour ce qui concerne le Tigre, qui a les quatre cinquièmes de son cours sur son territoire et qui reçoit de sa rive gauche de puissants affluents.

La question kurde

La question kurde demeure un enjeu majeur pour Ankara dans la mesure où les dirigeants issus de la tradition kémaliste perçoivent toute affirmation identitaire non turque comme une menace mortelle pour l'unité du pays. Le souvenir du démembrement programmé auquel a échappé le pays à l'issue de la première guerre mondiale pèse évidemment de tout son poids dans la représentation que se font les Turcs de leur propre identité nationale, forcément exclusive et liée à un imaginaire territorial qu'il est inadmissible de voir remis en question. Les autres minorités qui peuplaient l'espace de la Turquie nouvelle ayant été éliminées ou chassées, seuls les Kurdes ont continué, à l'abri des régions montagneuses du Sud-Est anatolien, et malgré les vagues de répression sanglantes dont ils ont été les victimes, à lutter pour la préservation de leur langue et de leur culture, qui sont demeurées frappées d'interdit durant des décennies. Le fait que les 25 millions de Kurdes se répartissent entre les territoires de trois États de la région (quatre si l'on ajoute la minorité kurde de Syrie) ne fait que compliquer la donne pour les Turcs puisque près des deux tiers des Kurdes se trouvent à l'intérieur de leurs frontières où ils constituent environ 20 % de la population du pays. L'autonomie de fait acquise par le Kurdistan irakien depuis 1991 et le rôle majeur que les Kurdes, meilleurs alliés des Américains dans la région au moment de l'invasion de 2003, semblent appelés à jouer au sein du nouvel État irakien, tout comme leurs intentions à peine dissimulées d'accéder de droit à une très large autonomie, voire à l'indépendance, ne peuvent qu'être insupportables aux Turcs. Ils sont en effet convaincus qu'une telle évolution ne peut qu'entraîner un effet de contagion dans leur propre Kurdistan, à un moment où les conditions qui avaient permis la coopération des divers pays concernés contre l'irrédentisme kurde (pacte de Saadabad dans les années 1930, accords d'Alger irano-irakiens de 1975, solidarité stratégique entre Téhéran et Ankara à l'époque du dernier chah d'Iran) ne sont plus réunies. L'avenir du Kurdistan irakien peut également constituer un sujet de discorde avec l'allié américain, tout comme avec une Union européenne à laquelle la Turquie est candidate mais qui lui reproche la politique de répression menée contre cette minorité. À l'inverse, la question kurde, relancée par les événements survenus en Irak, a rapproché les adversaires syrien et turc, tous deux inquiets d'une remise en cause de l'unité irakienne susceptible d'encourager les revendications kurdes.

Sur les ruines de l'Asie centrale soviétique

Longtemps confronté à la puissance russe sur ses frontières caucasiennes, l'Empire ottoman accueillit, au milieu du XIXe siècle, les Tcherkesses et autres Circassiens qui refusaient la tutelle des tsars sur le Caucase du nord-ouest. C'est contre les sultans de Constantinople et contre la Perse des Qadjars que s'effectue alors l'expansion russe dans la région, sur laquelle Lénine et Staline établissent la mainmise soviétique au cours des années qui suivent la révolution d'Octobre, même si le traité de Kars de 1921 a abandonné à la Turquie kémaliste – que les nouveaux maîtres du Kremlin espèrent intégrer à leur jeu anti-impérialiste – quelques territoires géorgiens.

L'effondrement de l'URSS et l'éclatement du Caucase qui suit (guerre arméno-azérie, conflits internes à la Géorgie confrontée aux sécessions abkhaze et adjare) ont ouvert à la Turquie de l'après-guerre froide de nouvelles possibilités d'intervention dans ces régions : soutien à l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, soutien temporaire au sécessionisme adjar, intervention enfin en Géorgie après le renversement de Chevarnadze et le virage pro-occidental de Sakachvili, les Turcs jouant ici le rôle de suiveurs des Américains pour la formation de l'armée géorgienne ou l'aménagement d'un nouvel aéroport à Tbilissi... Le refus de la reconnaissance du génocide arménien de 1915 et des nettoyages ethniques ultérieurs entretient naturellement l'antagonisme avec le gouvernement d'Erevan, logiquement inscrit dans l'axe nord-sud Moscou-Erevan-Téhéran, auquel s'oppose, dans le sens est-ouest, celui unissant, sous l'égide américaine, Ankara, Tbilissi et Bakou – Tachkent semblant s'en être détaché depuis la répression des émeutes d'Andijan, mal perçue en Occident). L'ouverture de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (sur la côte méditerranéenne de la Turquie) qui permet d'exporter le pétrole de la Caspienne en évitant le territoire russe et le transit par la mer Noire est venue donner une dimension nouvelle à cette lutte pour le Caucase dans laquelle la Turquie apparaît comme l'un des principaux acteurs, ne serait-ce que par le soutien qu'elle apporte aux dissidences musulmanes susceptibles de fragiliser – en Tchétchénie, au Daghestan, en Ossétie ou en Kabardino-Balkarie, voire au-delà – la Fédération de Russie. Perçue comme le berceau originel du peuple turc, l'Asie centrale, celle qui est issue de l'ancien Turkestan russe, ouvre également au gouvernement d'Ankara de vastes perspectives de développement de son influence, en des régions où l'arrivée des premiers Turcs venus des steppes mongoles et la fusion qui s'y est opérée avec les populations déjà établies sur place ont donné naissance aux Ouïghours puis aux Turcs proprement dits. L'idéologie pantouranienne d'un Enver Pacha a réuni dans un même ensemble, largement reconstruit par un imaginaire ethnique assez approximatif, des groupes humains et des parcours historiques très divers mais la Turquie d'aujourd'hui entend bien jouer de cette communauté supposée pour affirmer ses ambitions sur les ruines de l'Asie centrale soviétique ; c'est dans ce sens qu'il convient d'interpréter les propos tenus voilà quelques années par le président Suleiman Demirel, qui plaçait l'aire d'influence naturelle de son pays « des côtes de l'Adriatique au lac Balkach ».

Le Kazakhstan conserve pourtant une posture globalement prorusse, ainsi que le Tadjikistan persophone, soucieux d'échapper à la contagion islamiste en provenance de son voisin afghan. Les Turcs rencontrent en revanche des interlocuteurs bien disposés à leur égard au Turkménistan (avec toutes les incertitudes qu'engendre un régime aussi dictatorial qu'ubuesque), au Kirghizistan et en Ouzbékistan où les événements récents ont cependant donné à réfléchir à Ismaël Karimov à propos de l'alliance de fait conclue avec les États-Unis à la faveur de la guerre menée en 2001 contre l'Afghanistan des talibans.

Plus à l'est, l'activisme turc se manifeste à travers le soutien apporté à la minorité ouïghoure, turcophone et musulmane, qui occupe une partie du Sin-Kiang chinois.

Le retour de la Turquie dans les Balkans, de la crise yougoslave à celle de la Chypre

La décomposition de l'ensemble yougoslave et, plus particulièrement, les crises de Bosnie et du Kosovo ont également fourni l'occasion aux Turcs, dans le cadre international, d'un retour dans les Balkans largement salué par la presse d'Ankara. Présents en Bosnie, les Turcs n'ont pas manqué de soutenir les Albanais musulmans du Kosovo lors de la crise qui, avec le soutien américain, les a opposés à la Serbie en 1999. Un soutien qui s'inscrit également dans la collusion entre les mafias de la drogue turque et albanaise, la fin du régime archéostalinien d'Enver Hojda à Tirana ayant naturellement conduit au rétablissement des liens qui unissaient étroitement l'Albanie à l'État ottoman jusqu'à la veille de la première guerre mondiale. Les problèmes posés par les minorités turques établies en Grèce et en Bulgarie fournissent également à Ankara le prétexte de

pressions sur les gouvernements d'Athènes et de Sofia. Dans le même temps, un lourd contentieux demeure avec le premier à propos des querelles de souveraineté sur les eaux de la mer Égée ainsi qu'à propos de l'île de Chypre, dont la partie septentrionale a été envahie par les troupes turques en 1974 et où a été proclamée unilatéralement une république turque du nord de Chypre dont l'acte de naissance a consisté en un vaste nettoyage ethnique des populations grecques établies dans ces régions. Le face-à-face helléno-turc a évolué récemment de manière paradoxale, la Grèce considérant que l'adhésion à l'Union européenne de son inquiétant voisin pourrait permettre de tempérer ses ambitions et de limiter son agressivité, ce qui constitue pour Ankara un beau succès d'intimidation.

La Turquie, pièce centrale du nouveau Great Game américano-russe

Ouverte sur plusieurs directions du fait de sa position à la charnière de trois mondes, la Turquie est ainsi en mesure, à la faveur du chaos proche-oriental, des dispersions postsoviétiques et des incertitudes balkaniques, de développer son influence à ses diverses périphéries. Elle bénéficie de plus d'un soutien sans faille de son allié traditionnel américain, qui a parrainé l'alliance israélo-turque de 1996 et multiplie les pressions sur les États européens pour lever les réticences qu'ils formulent quant à l'adhésion turque à l'UE. Dans cette perspective, le raidissement intervenu lors du refus des dirigeants turcs de participer – ne serait-ce qu'en mettant leur territoire à la disposition de la logistique américaine – à l'attaque lancée contre l'Irak en 2003 a été rapidement oublié car Washington ne peut se permettre une brouille prolongée avec ce que Zbigniew Brzezinski qualifiait en 1997, dans son *Grand Échiquier*, de « pivot stratégique de l'Eurasie ». Établie dans la position de Rimland analysée jadis par Spykman, la Turquie a pour fonction, dans la vision géopolitique qui est aujourd'hui celle des dirigeants de Washington, d'assurer le *roll back* de la puissance russe et d'empêcher quinze ans après l'effondrement soviétique la reconstitution d'un espace continental disposant d'une capacité de puissance autonome. Les révolutions de couleurs diverses fomentées en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizistan (demain peut-être en Biélorussie et en Moldavie) s'inscrivent dans la même stratégie globale, celle d'un nouveau « *Great Game* » – américano-russe celui-là et non plus anglo-russe comme au temps de Kipling – dont l'enjeu final demeure la domination de l'Ancien Monde.

Dans cette stratégie, le carrefour turc additionne les fonctions de verrou antirusse et antiarabe en même temps que son adhésion à l'UE, ardemment souhaitée par Washington et Londres, condamne toute émergence d'une Europe comme puissance autonome et garantit l'« otanisation » de tout projet de défense européen.

La question de l'adhésion à l'Union européenne...

On mesure ainsi l'importance que revêt la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, admise en général par les classes politiques institutionnelles des différents États mais rejetée par la majeure partie des opinions publiques. Outre l'argument proprement géographique (la Turquie n'a que 3 % de son territoire en Europe et on ne peut guère concevoir celle-ci hors d'un imaginaire territorial commun faisant consensus entre les différents peuples fondateurs), il est possible d'opposer à un tel projet les risques géopolitiques considérables que pourrait faire courir à l'Union le report de ses frontières au contact de certaines des principales poudrières du globe – Proche-Orient arabe et iranien, régions caucasiennes.

Bénéficiant d'un dynamisme démographique et d'une pyramide des âges jeune, la Turquie apparaît étrangère à une Europe vieillissante et l'argument d'un apport démographique positif voire indispensable à l'Europe ne fait que masquer l'acceptation tacite d'une substitution de population

qui ne semble pas avoir la faveur des citoyens-électeurs européens. La perspective d'une Turquie dotée de la plus importante population de l'Union à l'échéance de moins d'une génération peut également donner à réfléchir si l'on considère le poids politique qui serait alors mécaniquement le sien dans ladite union...

Avec un revenu moyen par habitant égal à 15 % de celui des Européens avant l'élargissement à 25, on mesure également le fardeau que pourrait représenter la mise à niveau d'une économie turque cumulant de nombreux retards structurels et le précédent est-allemand n'est de ce point de vue guère encourageant. D'autant que l'intégration des dix pays de la nouvelle Europe ralliés en 2004 demandera sans doute des efforts et du temps, à un moment où les opinions publiques semblent, quand elles peuvent directement s'exprimer, acquises à un euroscepticisme grandissant... La Turquie a certes connu, sous la poigne de fer de Mustapha Kemal, une révolution laïque mais la dernière décennie, qui a vu les victoires électorales des partis islamistes, en a montré les limites et il est clair que les ambitions géopolitiques d'Ankara en direction du sud et de l'est ne peuvent que la conduire à maintenir et à affirmer son identité musulmane.

... et celle des limites de l'Europe

L'argument consistant à dénoncer un hypothétique projet visant à confondre identités chrétienne et européenne n'est guère convaincant dans la mesure où personne ne peut contester que l'identité européenne, qui doit évidemment beaucoup à l'héritage chrétien et quasiment rien au passé musulman, puise aussi à des sources antiques antérieures au christianisme et, pour une part également, à l'héritage des Lumières qui lui est postérieur, le tout constituant un parcours historique et civilisationnel largement étranger à une identité turque qui trouve ailleurs ses racines nationales, historiques et religieuses.

L'argument selon lequel l'intégration européenne de la Turquie serait un moyen d'empêcher le « choc des civilisations » prophétisé par Samuel Huntington et plus ou moins programmé par les néoconservateurs américains ne vaut guère mieux dans la mesure où une telle évolution placerait les Arabes en position d'exclus, des Arabes qui voient davantage dans les Turcs leurs anciens oppresseurs et les alliés d'Israël et des États-Unis que des coreligionnaires musulmans. De quel droit refuser par ailleurs aux Marocains, aux Tunisiens ou aux Libanais le brevet d'européanité qui serait accordé aux Turcs ?

Il faut enfin constater, comme le fait récemment Yves Lacoste dans la dernière livraison de sa revue *Hérodote* consacrée aux limites de l'Europe, ce qu'aurait alors d'irréel l'absence dans l'ensemble « européen » de la Russie ou de l'Ukraine... Paradoxalement, la « cure de démocratie » nécessaire à la Turquie pour être admise dans l'Union implique le recul de l'influence de l'armée, ce qui ne peut que favoriser les progrès des courants islamistes contre lesquels les militaires se voulaient les gardiens intransigeants de la laïcité et de la modernisation kémalistes.

Souhaité par les milieux d'affaires et une petite élite occidentalisée, le ralliement à l'Union doit compter avec les réticences d'une opinion farouchement nationaliste, qui n'envisage de s'y résoudre qu'en raison de l'aide économique massive qu'elle en attend.

Un partenariat privilégié est-il possible ?

À l'inverse, l'hypothèse – entre adhésion irresponsable et rejet total – d'un partenariat privilégié,

manifestement plus réaliste et intégré à une grande politique méditerranéenne et arabe conduite par une Europe dotée d'une véritable autonomie, apparaît en revanche un cadre bien préférable pour faire progresser la stabilité et la paix dans les poudrières que l'on sait. Elle semble mieux à même de contribuer au développement et à la prospérité d'un monde méditerranéen oriental que le naufrage de l'Empire ottoman et son pitoyable accompagnement par les vainqueurs de la première guerre mondiale ont fait entrer pour un siècle dans un cycle infernal de sujétion et de violences.

La « question turque » promet donc de rester ouverte pour longtemps, d'autant qu'elle est largement instrumentalisée par l'hyperpuissance états-unienne pour contenir les éventuels compétiteurs susceptibles de remettre en cause l'hégémonie mondiale de Washington, la Russie bien sûr mais, au-delà, une Europe qui, redevenue elle-même après le naufrage accompli lors de la première moitié du XXe siècle, retrouverait son espace continental naturel en même temps qu'une identité historique et une volonté d'autonomie et de puissance lui permettant de remettre en question l'hégémonie universelle de « l'Empire bienveillant »...

Aymeric Chauprade

Février 2010

Copyright Clio 2011 - Tous droits réservés

